

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE



REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Unité - Dignité – Travail

DISCOURS
DE LA PRESIDENTE DE LA REPUBLIQUE, CHEF DE L'ETAT DE LA
TRANSITION

A

L'OCCASION DE LA SESSION SPECIALE SUR LA REPUBLIQUE
CENTRAFRICAINE
4eme SOMMET AFRIQUE-UNION EUROPEENE
2 avril 2014 - Bruxelles

Messieurs les Chefs d'Etats et chers frères,
Mesdames, Messieurs les Chefs de Délégations,
Monsieur le Secrétaire Général des Nations- Unies,
Monsieur le Président de la Commission Européenne,
Monsieur le Président de l'Union Africaine,
Mesdames, Messieurs les Ambassadeurs et Représentants des Organisations Internationales,
Distingués Invités en vos rangs et prérogatives,
Mesdames, Messieurs.

En prenant la parole devant cette auguste assemblée, je voudrais tout d'abord adresser, au nom du peuple centrafricain et au mien propre, mes sincères remerciements à tous ceux qui ont facilité l'organisation, en marge du 4ème sommet Afrique- Union Européenne qui se tient ici à Bruxelles, cette session spéciale sur la République Centrafricaine et m'ont invitée à y participer. Ces remerciements vont également aux représentants de tous les partenaires de la République Centrafricaine ici présents pour l'attention toute particulière accordée à la situation dramatique que traverse mon pays. Qu'ils trouvent ici, l'expression de notre profonde gratitude pour l'appui multiforme que leurs institutions et pays n'ont cessé de nous apporter.

Mesdames, Messieurs,
Distingués invités,

La rencontre de ce jour est pour moi d'une importance capitale, car elle nous donne l'opportunité de faire le point de la situation qui prévaut en ce moment dans le pays notamment au plan sécuritaire et humanitaire, d'évaluer les actions et les efforts qui ont été faits jusqu'ici aussi bien par le Gouvernement centrafricain que par la Communauté Internationale à travers les forces de la MISCA et de Sangaris, les Agences Onusiennes et de l'Union Européenne ainsi que les Organisations non Gouvernementales Internationales et enfin de faire un plaidoyer pour un engagement accru de la Communauté Internationale au processus de sécurisation et de stabilisation de la République centrafricaine.

Permettez-moi, de rappeler très brièvement qu'au moment où je prenais mes fonctions de Chef d'Etat de la Transition le 23 janvier 2014, les défis qu'il fallait relever étaient principalement d'ordre sécuritaire, humanitaire, social et économique. Dans le même temps, j'inscrivais dans l'urgence et la priorité de mon action le rétablissement de la sécurité et l'autorité de l'Etat dans l'ensemble du pays, le retour des populations réfugiées dans les camps de fortune chez eux, la relance des activités dans l'administration et le secteur privé ainsi que le rassemblement et la réconciliation de tous les centrafricains.

Mesdames, Messieurs,

Distingués invités,

Face à la dégradation de la situation sécuritaire et ses conséquences au plan humanitaire et social juste après mon élection, la Communauté Internationale n'est pas restée indifférente.

Une fois de plus, elle s'est rapidement mobilisée en prenant un certain nombre de mesures très salutaires. Je pense notamment :

- Au vote par le parlement Français, à l'initiative du Président Hollande et du gouvernement Français en faveur du renforcement de l'effectif et de la prolongation de l'opération Sangaris jusqu'en 2015,
- A l'engagement pris lors du sommet d'Addis Abeba par les Etats membres de la CEEAC d'accompagner la transition et la MISCA à hauteur de 100 millions de dollars US,
- A l'organisation par l'Union Européenne de la table ronde de Bruxelles qui a été sanctionnée par l'annonce de 500 millions de dollars US en faveur de l'action humanitaire et la sécurité,
- A l'Union Européenne qui a décidé de l'envoi en Centrafrique d'un contingent de l'EUFOR composé de 1000 hommes en appui aux soldats de la Sangaris, et de la MISCA.

- A l'initiative en six points du Secrétaire des Nations- Unies Mr. Ban Ki- MOON pour répondre aux principaux risques auxquels est confrontée la population de la République centrafricaine.

Mesdames, Messieurs,

Distingués invités,

Sur le plan sécuritaire, tout en saluant le travail remarquable fait par les éléments de la MISCA et de Sangaris pour réduire de manière sensible l'insécurité et ramener le calme à Bangui dans un contexte aussi tendu, aujourd'hui l'insécurité continue de faire l'objet de préoccupation majeure. Le dispositif actuel n'est pas suffisant pour assurer la sécurité des populations. La sécurité est une priorité qui nécessite le désarmement de tous les anti-balakas développant une véritable guérilla urbaine et la poursuite de la neutralisation des ex-rebelles Seleka qui contrôlent le centre et le Nord-Est du pays, commettent des exactions et manifestant des velléités sécessionnistes. A cet effet, nous exhortons la MISCA et SANGARIS a faire pleinement usage les différents mandats du Conseil de Sécurité des Nations- Unies autorisant le recours a des sanctions contre ceux qui menacent la paix, la stabilité et la sécurité en RCA.

Pour sa part, le gouvernement Centrafricain, considérant qu'il n'est pas possible d'atteindre un certain niveau de sécurité sans l'implication des Forces de Défense et de Sécurité nationales, a mis en place 4 bataillons de marche composés de 480 policiers et gendarmes pour appuyer les forces internationales dans le cadre du maintien de l'ordre dans la ville de Bangui. Mais ceux-ci restent sous équipés en matériel et moyens logistiques.

Nous avons conscience que le désarmement, la réconciliation nationale, la réparation des victimes, le dialogue politique et la fin de l'impunité sont essentielles pour mettre fin aux causes d'instabilité du pays et que la réorganisation administrative minimale de l'Etat est indispensable pour la tenue des élections prévues le 15 février 2015. La communauté internationale doit soutenir la Transition pour accompagner ce processus.

Nous réaffirmons ici qu'il ne peut y avoir d'impunité pour les auteurs de graves violations des droits de l'homme et du droit humanitaire international. Les auteurs de ces actes seront dénoncés, identifiés, poursuivis et punis conformément au droit pénal national et international. Bien que nos capacités actuelles ne nous permettent pas de remettre sur pied la chaîne judiciaire, nous avons procédé à la réhabilitation de la prison centrale de Bangui et remis sur pieds la chaîne pénale pour lutter contre l'impunité et les auteurs de violation des droits humains. Des appuis des partenaires sont attendus pour renforcer nos structures judiciaires.

En vue d'une grande opérationnalité et une couverture du territoire national, nous avons jugé opportun de solliciter la transformation de la MISCA en Opération de Maintien de la Paix des Nations- Unies. C'est ici le lieu de remercier l'Union Africaine et tous mes pairs de la CEEAC pour leur compréhension de la nécessité d'une telle opération et surtout leur soutien en vue de son aboutissement.

Mesdames, Messieurs,

Distingués invités,

La protection des civils et la restauration de la paix et de la sécurité constituent aussi bien pour les autorités centrafricaines que pour la Communauté Internationale un impératif car c'est la condition sine qua none de la mise en œuvre de la feuille de route de la transition actuelle.

Il importe de s'attaquer aux causes profondes de la crise en République Centrafricaine. Pour cela, nous sollicitons l'appui de la communauté internationale pour mettre en place une approche élargie et holistique qui tienne compte des interconnexions entre la gouvernance, le développement économique et la sécurité du pays en vue d'améliorer les conditions de vie de la population et de bâtir une paix durable.

Mais comme vous le savez, ce n'est qu'avec le rétablissement de la paix et de la sécurité sur toute l'étendue du territoire que nous pourrons avec sérénité :

- 1) Ouvrir les couloirs humanitaires et faciliter le travail des Organisations Non Gouvernementales (ONG) afin d'acheminer l'aide et apporter l'assistance nécessaire dont

ont besoin les populations en détresse et organiser le retour des déplacés internes et externes à leur domicile,

- 2) Redéployer les services déconcentrés de l'administration et rétablir l'autorité de l'Etat dans l'arrière pays,
- 3) Fournir les services sociaux de base (santé et éducation) à nos populations,
- 4) Relancer la machine économique et améliorer les finances publiques,
- 5) Organiser le dialogue inter- communautaire et la réconciliation entre les filles et fils du pays,
- 6) Lancer le processus de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des ex-combattants, procéder à la restructuration et à la formation d'une armée véritablement républicaine,
- 7) Organiser les prochaines élections de façon libre et transparente en vue du retour à l'ordre constitutionnel. A cet effet, nous réaffirmons notre ferme volonté et notre engagement à respecter les délais impartis.

Mesdames, Messieurs,

Distingués invités,

Je ne doute pas un seul instant que la situation dans mon pays est très difficile et le challenge n'est pas des moindres. Cependant, je reste persuadée qu'avec la ferme détermination de mon gouvernement et l'accompagnement de la Communauté Internationale, plus particulièrement de l'Union Européenne, des Nations- Unies, de l'Union Africaine et de la CEEAC, le pari de la paix et de la stabilité, de la réussite de la transition et du renforcement de la démocratie en République centrafricaine sera gagné.

C'est pourquoi, du haut de cette tribune, je prie les partenaires internationaux d'aider et d'apporter tout leur soutien aux efforts communs dans les domaines de la sécurité, de l'aide humanitaire, de l'instauration d'un Etat de droit et de la relance économique.

J'invite notamment les Etats membres de l'Union Européenne à soutenir l'EUFOR- RCA en contribuant à son effectif et a son déploiement le plus rapidement possible. Que ceux qui ne

peuvent contribuer à son effectif, lui apportent l'appui logistique ou budgétaire nécessaire à son déploiement.

L'aide financière de la communauté internationale est indispensable à la restauration de la sécurité, de l'autorité de l'Etat et à l'exercice de ses fonctions régaliennes et de ses missions éducatives et sociales. Cette aide est urgente et ne peut être conditionnée aux procédures habituelles de décaissement. C'est pourquoi, je lance un appel pressant aux pays et institutions donateurs de la table ronde de Bruxelles à concrétiser leur promesse afin de répondre aux urgences humanitaires et besoins de développement du pays.

Enfin, j'en appelle au soutien de tous les pays participants aux présentes assises ainsi qu'à celui des pays membres permanents du Conseil de sécurité pour l'adoption de la prochaine résolution concernant l'envoi d'une Opération de Maintien de la Paix en Centrafrique, assortie d'un mandat d'imposition de la paix pour mettre hors d'état de nuire ceux qui alimentent les violences et veulent compromettre la Transition.

Je ne saurais terminer mon propos sans renouveler l'expression de ma reconnaissance à leurs Excellences Messieurs François Hollande, Président de la République Française ; Mohamed Ould Abdel- AZIZ, Président de l'Union Africaine ; Idriss DEBY ITNO, Président en exercice de la CEEAC ; Denis SASSOU NGUESSO, Médiateur de la crise centrafricaine ; Ban KI- MOON, Secrétaire Général des Nations-Unies et José Manuel BARROSO, Président de l'Union Européenne pour leur soutien constant et leur implication personnelle en faveur de la paix et la stabilité en République centrafricaine.

Je vous remercie